

POUR CONTRER L'ATTAQUE DE PSA, IL FAUT BLOQUER D'ABORD LA PRODUCTION DES USINES QUI NE SONT PAS TOUCHÉES PAR LE PLAN

Ouvriers, camarades,

Attendue depuis 2010, la frappe de PSA a été portée comme prévu avant les congés d'été et après la mascarade électorale. Aulnay va être fermé, Rennes réduit d'un quart, Madrid est sur la touche et Sevelnord devrait suivre. Le plan de la direction dévoilé il y a deux ans, avec la disparition de l'équipe de nuit à Aulnay, est appliqué à la lettre.

Ni les cris d'orfraie d'Arnaud Montebourg ni les menaces de Michel Sapin n'arrêteront ce plan. Leur chef de gouvernement, Jean-Marc Ayrault, demande déjà des négociations. De « vraies » négociations, ajoutent les syndicats. Philippe Varin leur tend la main, promettant que personne ne sera laissé de côté. Pourtant, le plan de suppression de 8 000 à 10 000 postes directs et d'environ 30 000 indirects (sous-traitance et services) n'a pas été atténué ou même aménagé... Ce sont des promesses qui ne valent rien.

Les larmes de crocodile de Laurent Vergely, le directeur de l'usine d'Aulnay, ou les mots vengeurs du maire de la ville, le socialiste Gérard Ségura, qui lance sa « bataille juridique », n'auront aucun effet sur PSA.

Les ouvriers et les employés touchés ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leurs actions.

Ça ne sert à rien d'appeler François Hollande au secours, comme ça n'a servi à rien de traquer les candidats à l'élection présidentielle pour obtenir d'eux des engagements.

Ouvriers, camarades, seule la lutte peut payer !

La mise à l'arrêt d'Aulnay par la grève est positive, mais cela ne suffit pas. Le patron est prêt à supporter des agitations sur les sites qu'il veut réduire ou fermer. S'essouffler dans un combat même rude, cantonné aux usines touchées, ne va pas arranger le rapport de forces. Le plan de PSA comporte avant tout le renforcement du site de Poissy. C'est ce site qui doit donc cesser de fonctionner normalement.

Comment ? Par des incursions massives et répétées des travailleurs des usines frappées par le plan. Et pas question de déléguer la lutte aux « professionnels » du syndicat. Le sort des salariés jetés sur le pavé dépend de chacun d'entre eux. Pas question de « respecter » l'emploi et la production de ceux qui sauvent leur emploi. Il est préservé aujourd'hui, mais leurs conditions de travail vont empirer. La discipline et les cadences vont augmenter. Puis, demain, si PSA passe ce « moment difficile », rien ne le retiendra s'il faut procéder à d'autres « rationalisations » de ses usines.

Il faut également se rappeler sans arrêt aux bons souvenirs des gouvernants. Leurs manifestations officielles doivent être perturbées systématiquement.

Les plans dits « sociaux » s'accumulent (56 000 disparitions d'emplois tous secteurs confondus dans les mois à venir). Les travailleurs d'Aulnay et de Rennes peuvent et doivent devenir les catalyseurs d'un front large des sites qui licencient, en proposant la tenue d'une grande manifestation offensive pour unifier ces réalités trop dispersées et leur coordination permanente. Dans ce cadre, il faut tenter de joindre les forces avec les travailleurs d'autres pays dans la même situation.

Quant aux objectifs, ce qui est central c'est de préserver les salaires.

Le gouvernement est prêt à financer directement l'industrie automobile française, mais pas les travailleurs expulsés de la production. Ce que nous proposons, c'est le contraire : les salaires doivent être garantis par les patrons et par l'État quoi qu'il adienne de leurs usines. Et ceci pour l'ensemble des salariés touchés directement ou indirectement par les plans de restructuration. L'objectif est ambitieux et politique, mais c'est le seul à la hauteur des enjeux.

Mardi 3 juillet, une grève spontanée en cabine de peinture où triment 30 ouvriers, dont 20 intérimaires, a entraîné un arrêt de 5 jours de la production. Les peintres de Poissy, sollicités par la direction, ont refusé de faire les jaunes. Résultats, une vingtaine de millions de manque à gagner pour la boîte et les contrats d'intérim qui devaient s'arrêter en octobre 2012 ont été prolongés jusqu'à fin janvier 2013. Il a suffi d'une lutte, certes limitée, mais déterminée, d'un petit groupe d'ouvriers capable d'interrompre la production pour arracher un gain important. Ouvriers, camarades, la crise doit être payée par les patrons et par leur État !

Mouvement Communiste/Kolektivně proti kapitálu, Le 17 juillet 2012